

La participation sociale des retraités : un atout pour les territoires ruraux.

Catherine Gucher, sociologue, Maîtresse de conférences, HDR,

Univ. Grenoble Alpes, CNRS, Science Po Grenoble*, PACTE,
38000 Grenoble, France

* School of Political Studies Univ. Grenoble Alpes

A l'exception des territoires isolés, socialement défavorisés, et marqués par leur vieillissement homogène, les espaces ruraux connaissent aujourd'hui de profondes transformations liées à des migrations de populations. Elles sont le fait de populations jeunes, au début de leur cycle de vie, enclines à s'éloigner des centres urbains pour accéder à la propriété, avec un accès au foncier moins onéreux et à la recherche de qualité de vie (Perrier-Cornet, 2002) et de retraités, réenvisageant leur existence dans cette phase de transition (Caradec, 2009). Tous contribuent à une dynamique de reconfigurations des interactions sociales et à l'économie présentielle des territoires. Se conjuguent alors des manières d'habiter différenciées et se mêlent des populations diverses quant à leur âge et leurs caractéristiques socio-culturelles. Nous nous proposons dans cet article de relever le rôle positif des retraités autochtones ou implantés dans la dynamique des territoires ruraux sur lesquels nous avons enquêté depuis plusieurs années.

1. Hybridation¹ et mobilité : ressorts des nouvelles dynamiques rurales montagnardes.

Les personnes retraitées, nouvellement implantées, viennent le plus souvent de centres urbains d'autres régions. Leurs profils socio-économiques et socio-culturels dépendent des territoires choisis. Les espaces ruraux enclavés où le prix du foncier est peu élevé (Creuse et Ardèche), attirent des personnes aux revenus modestes, alors que d'autres territoires déjà engagés dans une dynamique d'ouverture (Savoie, Alpes de Haute Provence, Drôme, Vaucluse), sont davantage élus par des personnes issues de groupes sociaux mieux dotés économiquement et culturellement. On observe également dans certains petits bourgs ruraux du sud de la France (Drôme et Vaucluse) l'implantation de populations retraitées d'origine étrangère (Pays-Bas, Allemagne principalement), mues par un certain héliotropisme (Gilbert, 2010). Mais en tout lieu, ces nouvelles populations sont porteuses de modes de sociabilités et de pratiques sociales teintées d'urbanité. Le projet d'implantation est le plus souvent associé à un certain volontarisme dans le développement des liens sociaux et de l'intégration locale. Les

¹ Au sens de chevauchement des mondes et de brouillage des frontières (voir Amselle, 2016)

sociabilités ancrées dans le voisinage et la fréquentation des institutions locales (école, mairie, salle des fêtes...), génèrent un métissage des cultures pratiques. Les rencontres entre groupes de populations d'origines diverses suscitent une négociation de sens et d'usages dans le rapport au territoire et aux autres, de « bricolages dans les arts de faire » (De Certeau, 1990), qui procèdent d'une dynamique d'hybridation culturelle (Amselle, 2016). Ainsi s'opèrent la redéfinition des liens entre anciens habitants et nouveaux venus mais aussi la réinvention des usages du quotidien et la réécriture des intérêts partagés (Rautenberg, Micoud, Berard, Marchenay (dir.), 2000). Par ailleurs, les mobilités pendulaires ou inscrites sur la ligne du cycle de vie, favorisent la cohabitation d'habitants aux échelles d'appartenance diverses –pays, région, département, commune, massif montagneux, hameau- et qui inscrivent leur rapport au territoire vécu dans des temporalités différentes – résidence saisonnière, secondaire, alternée, permanente. Comme l'ont montré certains travaux, c'est « le contenu de la trajectoire résidentielle qui explique les plus grandes variations d'échelle dans la déclaration d'un sentiment d'appartenance » (Guérin-Pace, 2006). Néanmoins, si ces variations dans la continuité vs discontinuité du lien au territoire sont de nature à amoindrir l'autorité de la référence identitaire qu'il constitue, elles n'empêchent pas la manifestation d'intérêts partagés, voire l'implication dans les affaires locales. Ces mutations que connaissent les territoires ruraux à l'aune des phénomènes d'hybridation et de mobilité ne s'opèrent positivement que sur la trame de continuité garantie par la présence investie des natifs du lieu, notamment des plus anciens d'entre eux.

2. Fondements et ressorts de la participation sociale et de l'engagement des retraités

Nos travaux mettent en lumière à la fois la continuité et la diversité des formes de sociabilité et de participation sociale des retraités dans ces territoires (Gucher (dir.), Mallon, Roussel, 2007). Elles s'inscrivent sur une échelle d'intensité, qui va du regard vigilant sur les enfants à la sortie de l'école ou sur les volets de la plus vieille voisine, à l'implication au sein du conseil municipal ou dans les instances d'intercommunalité, en passant par des travaux d'entretien des sentiers balisés, l'arrosage des fleurs près du monument au mort, la participation à des collectifs de défense du patrimoine local, ou encore l'engagement dans des activités associatives sportives, sociales ou culturelles.

Ces investissements se déclinent sur les registres formels et informels, selon l'âge, l'état de santé, le genre et plus généralement la conception que chacun a de sa place dans la communauté locale.

- La participation informelle : « parce qu'on n'est pas des sauvages »

Elle mobilise principalement les natifs car elle requiert une fine connaissance de la commune et de ses habitants et repose sur une pratique coutumière de voisinage. Elle s'exprime par de petits gestes du quotidien, peu visibles et peu valorisées, qui contribuent néanmoins fortement à la préservation d'un tissu social cohésif et sont un support indispensable à l'intégration des nouveaux arrivants. Elle concerne davantage les femmes, peu socialisées, dans les générations plus anciennes, à l'engagement collectif, associatif ou politique ; et les plus âgés qui n'ont plus l'énergie, ou les aptitudes à s'inscrire dans une dynamique collective. Les retraités nouvellement venus sont moins présents dans ce type d'investissements, faute de connaissance des possibles, des limites et des contraintes des cadres collectifs du familialisme et de l'interconnaissance, propres à ces territoires de liens restreints.

- L'engagement d'évidence : « au service du pays »

Qu'ils soient restés toujours dans le pays où ils sont nés ou qu'ils l'aient abandonné, pour un temps de la vie, en fonction de leur évolution professionnelle, tous les natifs mettent au cœur de leurs engagements l'attachement au « pays » qui est le leur. Cet engagement repose sur la conscience aiguë, d'une place à tenir dans la communauté, d'un rôle à jouer et du service à rendre. Il s'agit à travers ces investissements de préserver la continuité d'un lieu, d'une lignée, mais également la continuité de soi malgré la vieillesse. Ces engagements se traduisent par la participation aux instances locales –conseil municipal, sapeurs-pompiers, pour les hommes et chez les femmes, bureau de l'Association d'Aide à Domicile en Milieu Rural, ou sous des écoles, ...

- L'engagement stratégique : « pour s'intégrer et défendre une vision du lieu »

Il est essentiellement le fait des nouveaux arrivants. L'implication dans les « affaires locales » recouvre alors une stratégie d'intégration mais parfois aussi une volonté de défendre un projet –novateur- pour le territoire. Deux versions de cet engagement se révèlent : soit une participation aux instances locales telles qu'elles existent, sur sollicitation des anciens, en vertu d'une compétence supposée ; soit le portage de nouvelles initiatives, le développement de nouveaux collectifs ou associations, rassemblant généralement les nouveaux arrivants, en vue de faire évoluer les modes de fonctionnement et les dynamiques antérieures. Ainsi, à travers les fonctions que ces nouveaux venus acceptent d'exercer, se jouent d'une part une logique de création de liens et une volonté de ne pas rester en marge de la vie du pays mais aussi une perspective de redéfinition des orientations et du projet de développement du territoire.

3. Le bien commun redéfini : du pour soi au pour tous, l'alliance des anciens et des nouveaux.

Au cœur des différentes formes d'implication et de participation sociale des retraités dans les territoires ruraux de montagne, se trouve un enjeu de définition continue du bien commun et de développement. De groupes considérés comme « à charge », les retraités peuvent accéder au statut de ressource support pour la dynamique territoriale (Vollet et alii, 2013). Ils y contribuent en effet tout à la fois 1) comme « acteurs faibles » (Laforgue, 2008), c'est-à-dire porteurs de besoins générant une activité de développement de biens et de services, 2) comme « acteurs cohésifs » i.e. porteurs de la continuité de l'identité territoriale au fondement de l'intégration des nouvelles populations et des nouvelles initiatives, et enfin 3) comme « acteurs promoteurs » i.e. comme moteurs de la dynamique de réflexion collective autour de la définition du bien commun et des projets de développement pour le territoire.

Deux domaines d'action sont exemplaires de ces formes de contribution des retraités aux nouvelles dynamiques des territoires de montagne : la santé et la culture.

a) Le développement des maisons municipales ou intercommunales pluriprofessionnelles de santé illustrent ces processus de redéfinition du « bien commun » à partir des besoins différenciés des populations natives et nouvellement arrivées et des objectifs de renforcement de l'attractivité des territoires. Il repose sur la mise en synergie de volontés politiques des élus locaux, d'initiatives des acteurs de santé libéraux, de l'analyse et de l'expression des besoins par des collectifs informels d'habitants, et de la mobilisation d'acteurs improbables intéressés par le développement et la revitalisation du territoire. Ainsi sur le Haut plateau creusois, l'association pour le développement d'un réseau de soins primaires (ADRES), le réseau de santé de la montagne Limousine, associé au PNR de Millevache, à la Mutualité Sociale Agricole, sur initiative d'une communauté de communes, et d'un élu local également conseiller départemental, donne naissance à un complexe composé d'une maison de santé associé à une Petite Unité de Vie pour personnes âgées, en bénéficiant du label Pôle d'excellence rurale (Réalizations sur les communes de Marinchal et de Crocq). Ces réalisations contribuent tout à la fois à mobiliser les retraités, aux côtés d'autres groupes de population sur des diagnostics participatifs autour de projets de services qui les concernent, et de valoriser les initiatives collectives dont ils sont porteurs et bénéficiaires.

- b) L'exemple de la culture : l'association Vivre Livre à Val d'Isère et la journée du livre de Sablet.

Depuis près de 20 ans, autour de la plus haute librairie de France –L'espace qui lit-, un groupe de lecteurs, la plupart retraités, constitué en association, inscrit à l'agenda des festivités de la station de Val d'Isère, chaque mois de février : les rencontres littéraires au sommet. Cet évènement mobilise pendant l'année les natifs auxquels se joignent pendant la saison de ski les vacanciers, habitués ou de passage. Une dynamique culturelle se développe ainsi tout au long de l'année, génératrice de métissages, qui associe des acteurs divers, collectivité locale, médiathèque, acteurs économiques, -grand hôtel qui contribue à la manifestation par l'accueil de la quinzaine d'écrivains qui viennent à la rencontre de leurs publics, salon de thé, remontées mécaniques-. De même à Sablet, village typique du Vaucluse de 1250 habitants, dominé par les fameuses dentelles de Montmirail, depuis 1988, l'association « la journée du livre de Sablet » organise le troisième week-end de juillet un salon littéraire qui accueille en général près de 12000 visiteurs. Les auteurs de renom côtoient les écrivains du département, un prix littéraire est décerné. La manifestation soutenue par les collectivités territoriales et les acteurs économiques dont les vignerons de Sablet, mobilise toute l'année un comité de lecture d'une quinzaine de personnes, et des bénévoles la plupart retraités, engagés de différentes manières dans l'organisation. Il importe de souligner ici combien ce domaine d'action est majoritairement investi par les femmes.



1 Affiche journée du livre de Sablet 2017

A Val d'Isère, comme à Sablet, dans des formes différentes, la coexistence de populations venues d'horizons divers et inscrites dans des temporalités différentes sur le territoire met en tension la définition de l'intérêt collectif. Les retraités jouent alors un rôle essentiel de

passer et de lien lorsqu'ils investissent des scènes ouvertes de rencontre, contribuant ainsi à la fabrique de la cohésion sociale.

Conclusion :

La participation sociale des retraités dans les espaces ruraux emprunte différentes voies. Dans tous les cas, elle contribue aux dynamiques plurielles d'expression du lien social et de l'identité territoriale. Les « effets de milieu » (Gucher, 2014), en tant que cadre moral et social des modes d'être et de faire sur les territoires, autorisent l'avènement de métissages culturels, inévitables du fait des mobilités résidentielles actuelles, sans effraction. Ils fondent également les mobilisations individuelles et collectives pertinentes. Cependant, les actions culturelles ou de santé qui reposent sur la mise en œuvre de démarches participatives et la mobilisation de réseaux hybrides, se développent avec d'autant plus de succès, et peuvent envisager une pérennité, lorsqu'elles sont soutenues et relayées par des acteurs professionnels, porteurs de méthodologies et de stratégies, qui viennent en soutien des initiatives spontanées. Ces acteurs porteurs d'innovations et travaillant essentiellement sur des formes d'actions publiques d'un nouveau genre, associant habitants, professionnels et politiques, domaine économique, privé public, bousculent les frontières des domaines d'intervention classique et des institutions et constituent un support à la mobilisation des habitants, et un étayage des dynamiques protéiformes d'engagement des retraités (voir encadré ADRETS).

Bibliographie :

Amselle Jean-Loup, « Du métissage au branchement des cultures », in Gwiazdzinski Luc (dir.), *L'hybridation des mondes*, Elya, 2016

Caradec Vincent, *Les comportements résidentiels des retraités*, Rapport au PUCA, 2009.

Certeau Michel de, *L'Invention du quotidien t.I, Arts de faire*, Paris Gallimard 1990.

Gilbert Yves, « Migrations urbaines en milieu rural : diversification sociale et recomposition du politique », *Espaces et sociétés*, 2010/3 (n° 143), p. 135-149.

Gucher Catherine (dir.), Mallon Isabelle, Roussel Véronique, *Viellir en milieu rural : Chance ou risque de vulnérabilité accrue ?*. Rapport de recherche GIS Institut de la longévité et du vieillissement, 2007.

Gucher Catherine, « Vieillesse dans les espaces ruraux en France et effets de milieu : enjeux humains et territoriaux des mutations démographiques », *Cahiers Québécois de démographie*, vol. 43, n°1, 2014, pp. 103-131.

Guérin-Pace, France. « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'Espace géographique*, vol. tome 35, no. 4, 2006, pp. 298-308.

Laforgue Denis, « "Qu'est-ce qu'un acteur faible? Contribution à une sociologie morale et pragmatique de la reconnaissance", in Payet J.P., Giuliani F., Laforgue D., 2008, *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*. Rennes, PUR. (avec Payet J.-P.)

Perrier-Cornet Philippe., *Repenser les campagnes*, fonds « Mémoire du XXe siècle sur la prospective, l'innovation et les territoires », Consultable au CNE-CNAM, 2002.

Vollet Dominique, Gagné Carl, Gucher Catherine *et al.*, « L'europe vieillit : une seconde jeunesse pour la campagne ? », *Gérontologie et société*, 2013/3 (vol. 36 / n° 146), p. 39-56.

Association pour le Développement en Réseau des Territoires et des Services

Un exemple de travail concret, d'adaptation et de coordination des services :

l'ADRETS, association qui travaille pour la continuité des services dans les territoires ruraux, avec une attention particulière pour les personnes isolées en zone de montagne, pour toutes les populations, dont évidemment les seniors.

Créée en 1999 en PACA, l'ADRETS se donne pour objectif de **développer l'accès aux services à la population en zones rurales de montagne** par la mutualisation et la coopération entre les différents opérateurs de services et les acteurs du territoire. L'utilisateur est placé au centre de la démarche et son parcours d'accès aux services envisagé de façon globale, en fonction de sa situation (emploi, garde d'enfant, mobilité, etc.). Aujourd'hui, l'ADRETS à l'échelle du massif alpin, répartie sur les deux régions (PACA et AURA), l'association se positionne comme **centre de ressources et d'appui pour le développement de l'accès des services au public dans les Alpes et dans les territoires ruraux.**

	Partager		<p>Mettre en lumière une vision partagée du territoire, de ses besoins, de ses forces vives, en associant toutes les parties prenantes par une démarche participative.</p> <p>S'inspirer des réponses proposées par des territoires ayant les mêmes problématiques, s'appuyer sur 15 années de capitalisation d'expériences.</p>
	Accompagner		<p>Ne pas "faire à la place de" mais tenir une posture d'appui pour privilégier la transmission de compétences auprès du commanditaire.</p> <p>Accompagner les processus de mise en œuvre en associant les parties prenantes dès l'origine.</p>
	Mutualiser		<p>Mutualiser les ressources, favoriser la mise en réseau, encourager l'hybridation des services (tiers lieux).</p>
	Ouvrir		<p>Encourager le processus d'ouverture des données bénéfiques aux diagnostics de territoires.</p> <p>Former les acteurs aux méthodes et outils permettant l'appropriation des données ouvertes.</p> <p>Les guides méthodologiques et travaux de l'ADRETS sont diffusés sous licence Creative Commons.</p>
	Innovier		<p>Innovier dans la gouvernance, l'organisation des services (itinérance, mutualisation), dans les réponses aux besoins, les moyens mobilisés (outils numériques, participation citoyenne).</p>
	Proposer		<p>Être force de proposition pour les politiques publiques, relayer les besoins et réponses innovantes auprès des pouvoirs publics (membre du Comité de Massif des Alpes)</p>